

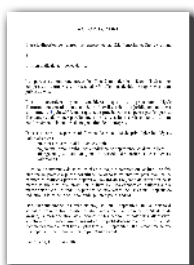
Adresse à tous les salariés de la presse



Vous pouvez participer concrètement en signant la pétition nationale de la Filpac-CGT :
[Cliquez ici](#)



Retrouvez tous les documents, photos, affiches, vidéos du conflit :
[Cliquez ici](#)



Vous pouvez lire l'accord cadre signé par certains syndicats du quotidien :
[Cliquez ici](#)

Depuis maintenant 5 semaines, les salariés du groupe Le Monde se mobilisent, agissent et luttent contre un plan de restructuration programmant la suppression de 129 postes sur 564 - soit près de 25% des effectifs du quotidien - et la vente de titres ou filiales du groupe (les titres magazines de Fleurus Presse, *Danser*, *Les Cahiers du cinéma* et les librairies La Procure) qui emploient plus de 180 salariés.

De réunions en prétendues « concertations » qui ne sont, en fait, que simulacres de discussion, la direction a réussi à faire signer, à certains représentants syndicaux de l'inter-syndicale du quotidien, un « accord cadre » qui avalise les objectifs suivants :

- recours à des licenciements secs ;
- externalisation de services ;
- cessions de titres magazines et autres activités.

En effet, la direction et les signataires « s'accordent pour considérer que la procédure légale d'information/consultation entamée le 15 avril dernier, doit juridiquement aller à son terme, le 5 juin 2008 » tout en précisant que : « cette procédure ne dispense pas les parties d'entamer et de mener parallèlement des discussions sur le contenu du plan, conformément à la culture de négociation de l'entreprise. » En signant cet accord cadre, les parties actent que « Si nécessaire, au regard de l'objectif d'économie prévu, des départs complémentaires auront lieu au plus tard le 30 septembre 2008 ».

C'est pour ces raisons que les représentants d'Info'Com-CGT n'ont pas signé cet accord.

Si cette procédure prévoit la négociation d'un plan de départ volontaire, elle avalise aussi un fait grave et sans précédent pour la Profession : des licenciements secs !

De l'avis de tous, ce plan, d'une ampleur et d'une brutalité inédites dans un titre de la presse quotidienne nationale, ouvre également des possibilités inespérées pour l'ensemble des éditeurs de

presse. Il représente aussi une menace directe sur la qualité de l'information et liquide le dialogue paritaire qui régulait jusqu'alors les relations sociales dans notre profession. Ce dialogue paritaire permettait toujours de trouver des solutions humaines, civilisées, autorisant des évolutions professionnelles quand les emplois étaient menacés. Cette fois, la direction n'a même pas daigné respecter la loi, en refusant de négocier un accord de gestion prévisionnelle des emplois et compétences (GPEC) en amont du plan de sauvegarde de l'emploi (PSE).

Pourtant, *Le Monde* est considéré comme un modèle dans la pratique sociale. En embuscade derrière ce plan purement comptable du groupe Le Monde, les patrons de presse s'apprêtent en fait à opérer un tournant économique et social historique. Ils veulent imposer de nouvelles normes d'emploi, sans concertation ni négociation, en s'attaquant à tous les statuts et aux droits les plus fondamentaux des journalistes, des ouvriers, des cadres et des employés.

Cette vision destructrice d'emplois et de droits dans la presse ne doit pas l'emporter ! Lui répondre nécessite vigilance et mobilisation de la part de tous les salariés et de leurs syndicats. Oui, un précédent a été créé, mais pour autant rien n'est perdu. Pour faire barrage à cette logique, l'action doit rassembler tous les salariés de la presse d'information pour :

- sauvegarder les emplois ;
- défendre l'information en garantissant sa collecte, son traitement, sa mise en forme, sa matérialisation (papier ou web), sa diffusion et sa distribution à l'abri de la standardisation et son contrôle par quelques grands groupes.

Nous appelons les salariés et les syndicats à une prise de conscience et à un sursaut afin de poursuivre des objectifs communs.

Un large rassemblement est nécessaire face à la crise actuelle du Monde qui peut s'étendre, à très court terme, à d'autres titres de la presse, qu'elle soit nationale, régionale, départementale, quotidienne ou magazine.

Journalistes, ouvriers, cadres, employés...
Rassemblons-nous pour défendre l'emploi